
NE PAS PUBLIER AVANT
MERCREDI 15 FÉVRIER 9 H 00
LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

(Traduction non officielle)

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, mercredi 15 février 2006

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Je ne peux m'empêcher d'engager le débat de politique étrangère sans évoquer ce par quoi ont été marqués les plus récents événements de ce monde. Les protestations contre la publication de caricatures provocantes du prophète Mahomet. Ces événements appellent discussion.

Tous, nous avons vu les images des informations. De cette humiliation, de cette frustration profonde. De ces drapeaux et ambassades en flammes. Des images auxquelles peu s'attendait, mais qui montre à quel point le monde se trouve aujourd'hui imbriqué.

Il importe d'affirmer clairement que notre société et le gouvernement se posent en défenseur de la liberté d'expression. Cela dit, l'offense profonde que ressentent les musulmans du monde entier nous rappelle que la liberté de la presse implique responsabilité et respect. La Suède ne pourra jamais accepter des attaques contre des ambassades ou des ressortissants suédois. C'est pourquoi le gouvernement a protesté auprès du gouvernement syrien après les dégâts perpétrés à l'Ambassade de Suède à Damas. Tous les États doivent prendre la responsabilité de les protéger et d'interdire à des extrémistes d'attiser le mécontentement et d'utiliser la colère et la frustration de femmes et d'hommes offensés.

Le gouvernement mène un étroit dialogue avec les pays musulmans, avec nos voisins nordiques et au sein de l'Union, tout comme avec les représentants des organisations musulmanes en Suède. Par son engagement en faveur de la paix au Moyen-Orient, par ses institutions telles que l'Institut d'Alexandrie et le Consulat général d'Istanbul, enfin par la présidence conjointe de l'Égypte et de la Suède de la Fondation Anna Lindh à Alexandrie, la Suède possède une vaste expérience et jouit d'un grand crédit en matière de dialogue entre pays et cultures. Le gouvernement entend prendre de nouvelles initiatives de dialogue en Suède, mais aussi dans le cadre de l'UE, de celui de la coopération circumméditerranéenne et dans l'enceinte des Nations Unies.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Notre monde globalisé engendre de nouvelles menaces, mais aussi de nouvelles possibilités. La politique extérieure du gouvernement part du principe que sécurité, développement et droits de l'homme se conditionnent et se renforcent mutuellement.

Les grandes lignes de cette voie commune ont été esquissées lors du sommet des Nations Unies que présidait le Premier ministre, M. Göran Persson. Nulle part cette voie n'est plus visible qu'en Afrique. Nulle part ailleurs, les liens entre droits de l'homme, développement et sécurité ne sont plus déterminants. Nulle part ailleurs ne se reflète plus nettement la politique étrangère de la Suède.

En Afrique, la Suède assure sa part de responsabilité en faveur de la paix et la sécurité internationales. Tel un fil d'Ariane s'est tissé l'engagement de la Suède en faveur de l'Afrique et des Nations Unies – des actions de Dag Hammarskjöld au Congo jusqu'à nos jours en passant par l'initiative prise par Anna Lindh d'arrêter les menaces de génocides dans l'Est du Congo.

La Suède est prête à continuer de fournir des troupes pour les actions que les Nations Unies engagent en Afrique en faveur de la paix et de la sécurité.

Les regards du monde sont aujourd'hui braqués sur le Darfour et le génocide qui y a fait des centaines de milliers de victimes et fait fuir des millions de

réfugiés. La volonté de l'Union africaine, qui s'y est largement impliquée, de laisser les Nations Unies prendre le relais nous remet en mémoire la décision novatrice du sommet des Nations Unies d'affirmer notre engagement de protéger les populations civiles du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Si un gouvernement ne se conforme pas à cet engagement, la communauté internationale a le droit et le devoir d'intervenir. Ce conflit devant trouver une solution politique, le gouvernement y contribue en nommant un nouveau négociateur et un conseiller spécial pour la Corne de l'Afrique. La Suède poursuit également ses engagements dans la région des Grands Lacs en désignant notamment un conseiller spécial.

En Afrique, notre solidarité est mise à l'épreuve. Aujourd'hui, alors que les peuples et responsables africains prennent une responsabilité accrue pour le développement du continent, la Suède les soutient dans cette évolution. Et nous y décelons des progrès. Les dictatures de présidents à vie cèdent la place à des élections générales et au pluralisme politique. La croissance économique favorise l'accomplissement des objectifs du Millénaire. Parallèlement, la pandémie de sida fait chaque jour 6 000 victimes en Afrique. Du fait de cette maladie, 12 millions d'enfants se retrouvent orphelins.

Les niveaux de l'aide sont importants. Six milliards de dollars font défaut dans la lutte globale contre le VIH/sida. Cette année, la Suède est le seul pays au monde à atteindre l'objectif du un pour cent. Ceci ne signifie pas seulement l'allocation de quelques milliards de plus dans cette lutte, ceci nous donne également plus de crédit pour peser sur les choix d'autres États. Ce qui fut le cas, l'an dernier, lorsque les États de l'Union européenne sont convenus de faire passer l'aide au développement à 0,7 pour cent d'ici 2015. La forme de cette aide est également centrale. La Suède met aujourd'hui en place une coopération au développement moderne, conçue dans la perspective des pauvres et de celle du respect de droits. La Suède ne coopère qu'avec des États ayant en place une politique de lutte contre la pauvreté. Cette coopération se fonde sur le respect des droits de l'homme, une bonne gouvernance et des processus démocratiques. Quand – c'est le cas au Zimbabwe – le cours des choses prend une tournure négative, la coopération en est menacée dans ses fondements. Nous assumons la responsabilité de la manière dont sont utilisés les fonds accordés dans le cadre de la coopération. Une nouvelle

administration sera chargée de veiller à l'excellence de la qualité de la coopération au développement. Cela dit, la coopération ne peut à elle seule éradiquer la pauvreté. C'est pourquoi nous œuvrons pour un renforcement du commerce et des investissements en Afrique, pour une suppression des obstacles commerciaux qui frappent les biens et services africains et pour un soutien à l'engagement croissant des entreprises suédoises en Afrique.

En Afrique, nos valeurs communes en matière de droits de l'homme et de droit international sont mises en pratique. L'élection, lors du premier scrutin libre tenu en 1994 en Afrique du sud, de Nelson Mandela à la présidence de la République se révéla être aussi un triomphe pour l'aide de la Suède dans la lutte contre l'apartheid et le colonialisme.

L'élection au suffrage universel, après des années de guerre civile au Liberia, d'Ellen Johnson-Sirleaf, première femme présidente d'Afrique, montre clairement le pouvoir que peut receler un engagement déterminé de la communauté internationale. L'engagement du monde extérieur est déterminant, un engagement dans lequel la Suède a joué un rôle important. La coopération à long terme avec les États de l'Afrique de l'Ouest que poursuit M. Hans Dahlgren, Secrétaire général du ministère des affaires étrangères, à titre de représentant de l'Union européenne, constitue une contribution importante. La Suède est impliquée dans une mission moderne des Nations Unies, avec une force efficace de maintien de la paix en même temps qu'elle l'est aussi dans des actions de médiation, de réinsertion d'enfants-soldats, de mise en place d'institutions et de développement de l'égalité des chances. En Côte d'Ivoire, pays voisin, les efforts de paix sont placés sous la houlette de M. Pierre Schori, envoyé spécial des Nations Unies.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Menée avec constance, active et solidaire, la politique étrangère de la Suède repose sur sa non-participation à des alliances militaires.

Le gouvernement entend encore davantage impliquer notre pays dans des actions internationales. Ce printemps, la Suède doublera sa présence en Afghanistan. Notre action au Liberia sera prorogée jusqu'à la fin de cette

année. En janvier, le gouvernement a remis à M. Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, un rapport établi sous l'égide de l'Académie Folke Bernadotte et contenant 70 recommandations concrètes sur la manière de pouvoir améliorer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. La Suède jouit d'un grand crédit en matière d'actions civiles et militaires en faveur de la paix, de reconstruction et de prévention des conflits. Cela est important au moment où la nouvelle Commission pour la construction de la paix des Nations Unies entame ses travaux.

Le gouvernement entend renforcer le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur global en matière de politique étrangère et de sécurité. L'UE dispose de moyens uniques pour relever les défis à venir dans des secteurs allant de la politique environnementale à celle de sécurité. Notre participation à l'élaboration de la politique européenne de sécurité conforte, ce faisant, la nôtre. Lorsque l'UE œuvre en faveur de la paix, elle s'exprime également en notre nom. Lorsque nous contribuons à l'action de l'Union en matière de politique de sécurité, nous renforçons aussi notre sécurité. La coopération européenne peut servir de levier à notre propre politique étrangère et de sécurité en même temps que nous ne devons pas craindre de faire entendre notre voix.

En quelques années seulement, l'UE est, en matière de gestion de crise, passée des paroles aux actes. L'UE est aujourd'hui engagée, de par le monde, dans treize actions en faveur de la paix. Des militaires, policiers, juristes et experts suédois participent à des actions déterminantes en Bosnie, à Gaza et à Aceh en Indonésie, ce dont nous pouvons être fiers. La Suède commande l'une des forces militaires d'intervention rapide actuellement mises sur pied, à laquelle participent également la Finlande, la Norvège et l'Estonie. À l'initiative du gouvernement suédois, l'UE met aujourd'hui également sur pied des forces civiles réaction rapide.

L'élargissement de l'Union, l'augmentation du nombre d'États voisins contribuant à la paix et à la démocratie renforcent notre sécurité. Le gouvernement se félicite déjà de la prochaine adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE, adhésion qui devrait intervenir à la fin de l'année. Pour les États des Balkans, le rapprochement de l'UE a été le moyen de procéder à des

réformes et de coopérer de manière pacifique. Quel énorme succès que de voir aujourd'hui la Croatie engager des négociations d'adhésion et la Macédoine obtenir le statut de pays candidat alors qu'il n'y a que quatre ans, Anna Lindh et Javier Solana déployaient tous leurs efforts pour empêcher une guerre civile. La perspective européenne est d'une extrême importance au moment où sera négocié, cette année, le futur statut du Kosovo.

L'élargissement a donné à la Suède un nouveau voisinage qui, s'étendant de la région de la mer Noire à l'Asie centrale, sera de plus en plus important pour notre sécurité. Dans ce nouveau voisinage, l'OSCE et le Conseil de l'Europe jouent des rôles cruciaux, encore que souvent discrets. Le soutien actif de la Suède à l'adhésion de la Turquie a donné de bons résultats. Par ces négociations d'adhésion, notre rapprochement du Moyen-Orient devient encore plus net. Le gouvernement continue d'encourager l'élargissement. Projet de paix, l'UE n'est pas simplement un dessein historique, c'est aussi un défi pour le XXIème siècle.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Il y a vingt ans, des matières radioactives se répandaient de Tchernobyl sur les plages et dans les forêts suédoises après avoir traversé la Baltique. La Suède a largement contribué à réduire le rayonnement de Tchernobyl et à améliorer la sécurité d'autres centrales nucléaires. Aujourd'hui, nous percevons d'autres menaces contre notre sécurité, que nous ne pourrions combattre que par une coopération accrue. Les litiges sur la fourniture de gaz montrent à quel point la question énergétique doit être l'objet d'une discussion élargie autour de la Baltique et au sein de l'UE, tout comme d'ailleurs l'insoutenable situation environnementale de la Baltique. Lorsque, cette année, la Suède prendra la présidence du Conseil des États de la Baltique, nous entendons donner la priorité au développement durable ainsi qu'à la lutte contre le crime organisé et la traite des êtres humains qui touchent de plus en plus de femmes et d'enfants.

La visite du Premier ministre à Kiev à la fin du mois de janvier a contribué à approfondir davantage encore nos relations avec l'Ukraine. La Suède fait partie des pays de l'UE qui soutiennent le plus nettement la perspective pour l'Ukraine d'une adhésion à l'UE, tout comme une adhésion rapide à

l'Organisation mondiale du commerce. La lutte couronnée de succès du peuple ukrainien en faveur de la paix et de la démocratie favorise toute l'Europe.

La Suède entend renforcer sa coopération avec la Russie. Une vaste campagne de promotion de la Suède est organisée cette année en Russie. Dans quelques jours, nous inaugurerons un consulat général à Kaliningrad. Le gouvernement souhaite intensifier le dialogue avec la Russie sur nos relations avec les États situés dans le voisinage commun de l'UE et de la Russie. Il est dans l'intérêt de tous que les conflits résiduels en Géorgie et en Moldova se résolvent et que la démocratie et la liberté l'emportent en Asie centrale et au Bélarus. Dans ce dialogue, nous abordons également la situation préoccupante des ONG et des médias. De même, le conflit en Tchétchénie doit-il trouver une solution pacifique.

Le Bélarus est dirigée par un régime autoritaire à poigne. L'aide de la Suède à la démocratisation du Bélarus passe par l'engagement, non par l'isolement. Le gouvernement entend prendre de nouvelles initiatives internationales pour soutenir un développement démocratique à long terme du Bélarus. Les organisations et les partis suédois, avec leurs organisations partenaires bélarussiens, lui fournissent de substantielles contributions.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Pour faire face aux menaces présentes et à venir, le gouvernement entend, sur la base d'une non-participation de la Suède à des alliances militaires, renforcer davantage encore la coopération internationale en matière de politique étrangère et de sécurité.

L'ampleur des menaces présentes, comme elles ont notamment été décrites par la Commission d'étude sur la défense nationale, nous amène à mieux comprendre que nous ne sommes absolument pas à l'abri, ce que les attentats terroristes de Bali, la catastrophe du tsunami et, plus récemment encore, les attaques d'ambassades nous ont montré de manière cruelle. Ces menaces doivent être traitées par une meilleure gestion des situations d'urgences et par une coopération élargie, comme dans le cadre de l'UE ou des Nations Unies. L'année écoulée, nous avons renforcé nos moyens nous permettant de gérer

des crises majeures et de venir en aide aux Suédois en situation de détresse à l'étranger. Nous avons mis sur pied une unité de gestion des situations d'urgence en mesure de renforcer, en cas de crise, les activités consulaires du Ministère des affaires étrangères. Nous avons constitué une force d'intervention rapide capable, dans de très brefs délais, de se rendre dans les régions touchées pour soutenir, sur le terrain, le travail des ambassades. Nous avons également renforcé l'organisation de plans d'urgence dans les représentations à l'étranger et continuons de diverses manières à poursuivre l'amélioration des capacités de notre société à aider les Suédois victimes de crises ou de catastrophes à l'étranger.

Permettez-moi de l'affirmer clairement. Il importe d'avoir une large coopération avec l'OTAN dans le cadre du partenariat auquel nous participons. La non-participation à des alliances militaires nous donne d'une part l'indépendance nécessaire à nos engagements internationaux, de l'autre la possibilité de participer à une coopération internationale en faveur de la paix et de la sécurité.

Le large consensus existant en Suède sur la ligne à suivre en matière de politique de sécurité a constitué un énorme atout pour le pays et sa sécurité. Les deux principaux partis d'opposition se font aujourd'hui les chantres d'une adhésion suédoise à l'OTAN. Il importe donc que les différents partis représentés au Parlement y fassent état de leur point de vue sur une adhésion éventuelle à l'OTAN et sur la manière dont ils souhaitent agir sur cette question à leur arrivée éventuelle au pouvoir.

Le développement du lien transatlantique et la coopération avec les États Unis sont cruciaux pour le gouvernement. Tout comme nous avons besoin de l'engagement des États Unis sur les questions globales, ces derniers ont besoin de la communauté internationale pour pouvoir gérer les menaces qui les guettent. L'ouverture de la nouvelle ambassade de Suède, « House of Sweden », symbolise les ambitions qu'a le gouvernement, à savoir de renforcer ses relations avec les États Unis.

La non-participation de la Suède à des alliances militaires, sa non-appartenance subséquente à des coopérations militaires impliquant des armes nucléaires,

renforcent sa position dans la lutte contre les armes de destruction massive. Toujours présente, la menace de l'arme nucléaire prend également de nouvelles formes. Les puissances nucléaires continuent de se fier à leurs gigantesques arsenaux. Parallèlement, plusieurs États, mais aussi des organisations terroristes, tentent de se procurer des armes de destruction massive.

L'absence de résultats en matière de désarmement et de non-prolifération enregistrée l'an dernier aussi bien lors de la Conférence de révision du Traité de non-prolifération (TNP) que du sommet des Nations Unis est préoccupante. Le gouvernement attend avec intérêt les propositions de la Commission internationale de M. Hans Blix, qui pourront poser les bases de nouvelles initiatives dans ce domaine extrêmement important.

La Suède suit de près l'évolution de la situation en Iran et en Corée du Nord. Les gesticulations inacceptables de l'Iran laissent soupçonner que son programme nucléaire n'est pas seulement à usage pacifique. Aucun pays n'a intérêt à ce que l'Iran se procure l'arme nucléaire. La pression exercée sur les responsables iraniens doit se poursuivre. À terme, l'ensemble du Moyen-Orient devrait devenir une zone dénucléarisée. Poursuivant une politique active vis-à-vis de la Corée, le gouvernement entend œuvrer, notamment par la désignation d'un conseiller spécial, en faveur d'une solution au conflit en cours dans la péninsule de Corée et d'une cessation du programme nucléaire nord-coréen.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Notre politique de développement se fonde sur une vision du développement qui soit global, juste et durable.

L'augmentation présente de l'aide suédoise au développement repose certes sur notre solidarité avec les pauvres et les opprimés, mais également sur une évidence, celle que paix et sécurité internationales passent par une justice globale. Nombre des menaces et de crises actuelles prennent leurs racines dans une répartition inégale des ressources, mais également dans un déficit démocratique et des droits de l'homme. Le relèvement de l'aide économique engendre de nouvelles possibilités. En matière d'égalité des chances par exemple. Nous élaborons ainsi un plan national d'action pour la mise en œuvre

de la résolution 1325 des Nations Unies sur la femme, la paix et la sécurité et renforçons les travaux menés en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs. En matière également d'environnement, mais aussi d'emploi et de commerce, secteurs qui sont aussi déterminants pour la croissance et le bien-être, tant dans les pays en développement qu'en Suède. Le gouvernement renforce son action en faveur du respect des droits syndicaux et des conditions décentes de travail, notamment par le biais son initiative « *Globalt Ansvar* » (Partenariat suédois pour la responsabilité mondiale), mais aussi en sauvant de vies humaines et en soulageant la détresse lors de conflits ou de cataclysmes naturels.

Le gouvernement œuvre pour que le cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce parvienne cette année à des résultats ambitieux. Les pays en développement doivent obtenir de meilleures conditions pour vendre leurs biens et leurs services ; les subventions à l'agriculture doivent diminuer radicalement. Libre-échange et règles du jeu équitables profitent à tous : aux pays en développement mais aussi à notre croissance et notre bien-être. Nous relevons de 30 % le niveau de notre aide liée au commerce pour soutenir la participation des pays en développement au commerce international. Nous créons de nouveaux postes dans une trentaine d'ambassades et de consulats pour promouvoir les entreprises suédoises et encourager les investissements étrangers en Suède.

L'importance de l'Asie dans l'économie mondiale ne cesse de croître. Le gouvernement développe ses liens économiques avec les pays de cette région. Les travaux de réforme des pays asiatiques en développement et leur intégration dans l'économie globalisée exigent un soutien continu. La puissance économique croissante de la Chine et de l'Inde devrait également imposer à ces pays de jouer un rôle responsable sur la scène internationale. En dépit des progrès économiques réalisés, la pauvreté reste, avec les droits de l'homme, la démocratie et la dégradation de l'environnement, le défi majeur de l'Asie. Cette année, la Suède organise une conférence internationale sur l'aide accordée au peuple birman.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Notre action en faveur des droits de l'homme et du droit international soutient toute notre politique étrangère.

Un ordre juridique international satisfaisant est la meilleure garantie pour notre sécurité. Le respect de règles communes constitue également un préalable à tout développement comme à la liberté de l'individu. Lors du sommet des Nations Unies, les dirigeants du monde entier ont réaffirmé leur responsabilité d'édifier un ordre mondial fondé sur le droit international.

Cependant, dans notre monde globalisé, le droit international doit s'appliquer à tous sur un pied d'égalité. Les actes terroristes constituent toujours des atteintes à ce droit. Priorité des priorités, la lutte contre le terrorisme doit toujours être conduite dans le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire. Les individus ont également des responsabilités. La Suède s'est faite l'un des champions les plus fervents de la Cour pénale internationale (CPI), juridiction dont les travaux viennent de s'engager. Les institutions du droit international, les organes de surveillance des droits de l'homme et le Tribunal international de La Haye doivent être renforcés.

Le droit international, le droit humanitaire et les droits de l'homme guident les prises de position du gouvernement dans les conflits actuels. Cela est particulièrement net au Moyen-Orient. C'est ce qui nous a amenés à soutenir la création de l'État d'Israël, à défendre son droit à vivre en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ; c'est ce qui nous a amenés à condamner les déclarations du président iranien ; c'est ce qui nous a amenés à soutenir le droit des Palestiniens à un État. C'est également ce qui nous amène à considérer que la résolution de ce conflit – qui ne pourra se régler que par la négociation – doit se fonder sur le droit international.

En évacuant la bande de Gaza et certaines parties de la Cisjordanie, le gouvernement israélien a fait le premier pas – un pas courageux - vers un retrait complet des territoires occupés palestiniens et un démantèlement des colonies. Les élections législatives palestiniennes viennent de se dérouler dans le calme et la légalité. Nous sommes en face d'une toute nouvelle situation, que

la communauté internationale et Israël sont tenus de gérer avec beaucoup de doigté.

Le soutien de la Suède – et de l'Union européenne – aux efforts de paix doivent se poursuivre. Nous entendons également poursuivre notre soutien au développement des secteurs palestiniens. De la manière dont agira le gouvernement palestinien dépendra cependant le niveau de cette coopération. Il doit renoncer à la violence, tant dans ses paroles que dans ses actes, et accepter le droit d'Israël à l'existence.

Au cours de ce printemps, le gouvernement mettra sur pied une stratégie régionale de coopération au développement avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ayant pour objectif de soutenir les processus nationaux en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Cela s'inscrit dans le droit fil de nos engagements destinés à mettre en place un État de droit démocratique en Iraq et à affirmer le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Nous entendons développer nos bonnes relations avec cette région, ce que facilite la présence dans notre pays de groupes importants de Suédois y ayant leurs racines, et notre engagement dans les conflits qui s'y déroulent. L'ouverture de l'UE aux biens de cette région est importante pour son développement économique. La gestion des derniers événements doit passer par un dialogue et des contacts accrus, non par leur réduction.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Demander l'asile est un droit de la personne humaine. La politique d'asile commence à partir du moment où des hommes, en raison de conflits ou d'une oppression, se voient contraints de fuir leurs pays. Nous apportons un soutien résolu au Haut-Commissariat des Nations Unies chargé d'aider et de protéger les réfugiés. Les expatriés cherchant refuge en Suède ou dans d'autres pays de l'UE doivent s'y voir accorder un havre de paix. La Suède procède actuellement à des réformes importantes pour renforcer le droit d'asile. Le remplacement de la Commission de recours des étrangers par des juridictions administratives est la plus grande réforme jamais réalisée dans le domaine des migrations. Nous poursuivons nos travaux en faveur d'une ambitieuse politique européenne des réfugiés fondée sur le droit d'asile. Nous souhaitons

voir l'existence d'une procédure d'asile juste, équitable et uniforme dans l'ensemble des pays de l'Union et dans les pays où n'existe aujourd'hui aucun système d'asile efficace. L'Union européenne devrait avoir un quota propre de réfugiés, les questions migratoires devant, elles, constituer un volet évident de la politique européenne de voisinage.

Les migrations peuvent servir de levier au développement, pour l'individu comme pour les pays. Une plus grande coopération internationale s'impose pour promouvoir les effets positifs des migrations à l'échelle planétaire. La Suède, qui a contribué au lancement de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (GCIM), se réjouit à la perspective de voir l'Assemblée générale des Nations Unies discuter cette année les questions de migrations internationales.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Montée en première ligne pour soutenir la lutte en faveur des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique, la Suède s'y est porté en Amérique latine également. Nous avons soutenu la lutte contre le dictateur chilien Augusto Pinochet. Des dizaines de milliers de réfugiés chiliens ont été accueillis dans notre pays. L'élection de Michelle Bachelet, elle-même un temps réfugiée, symbolise les progrès effectués par le Chili et l'Amérique latine. Pays après pays, les dictateurs chutent, les mouvements de guérilla font place à de nouveaux partis politiques. Autrefois exclus du pouvoir, des femmes et des hommes sont aujourd'hui élus à l'occasion de scrutins démocratiques. Ancien métallurgiste, Luiz Inácio Lula da Silva est président du Brésil ; issu des populations indigènes longtemps frappées d'exclusion, Evo Morales est à la tête de la Bolivie. Cette évolution doit à présent déboucher sur une amélioration des conditions de vie des déshérités. Si la Suède renforce ses liens politiques et économiques avec l'Amérique du sud, elle continue d'être préoccupée par les violations commises à l'encontre des droits de l'homme à Cuba.

Monsieur le Président,

Il y a 50 ans, la première opération de soutien de la paix des Nations Unies réussissait à résoudre la crise de Suez par des moyens pacifiques. Le secrétaire général d'alors, Dag Hammarskjöld, expliquait ce succès par le soutien apporté par les « puissances moyennes ». Des États suffisamment grands pour faire entendre leur voix dans la communauté internationale, mais suffisamment petits pour être conscients de la valeur de la coopération internationale. La Suède figure au nombre de ces États

Nous militons haut et fort pour le droit international, pour une coopération globale placée sous le signe de la solidarité et, ce faisant, pour le renforcement de notre sécurité. Les Nations Unies jouent un rôle unique pour la paix et la sécurité internationales. Au nombre des principales priorités du gouvernement en matière de politique étrangère figure la réforme des Nations Unies : création d'une commission de consolidation de la paix et d'un puissant conseil pour les droits de l'homme, consensus global sur la lutte antiterroriste, accomplissement des objectifs de développement du Millénaire, réforme du Conseil de sécurité et efficacité accrue de l'administration. Par la présence de Jan Eliasson à la présidence de l'Assemblée générale et par le biais du réseau tissé par le Premier ministre en faveur de la réforme des Nations Unies, la Suède y joue un rôle majeur.

En 2006, la Suède parviendra à consacrer un pour cent de ses recettes à la coopération au développement, elle continuera par ailleurs d'œuvrer pour l'établissement de conditions justes et équilibrées pour le commerce et les investissements internationaux. Forts de notre non-participation à des alliances militaires, nous poursuivons une politique de sécurité active et responsable par le biais d'actions accrues dans la gestion militaire et civile des crises et d'efforts résolus en faveur du désarmement. La Suède joue un rôle actif aux Nations Unies, au sein de l'UE et dans son environnement naturel, mais aussi au Moyen-Orient et en Afrique. Nous relevons le niveau de nos ambitions en matières de bons offices, nous augmentons le nombre de nos envoyés spéciaux. Nous renforçons notre action en faveur d'un dialogue entre les cultures. La Suède poursuit une politique menée sur un large front, au centre de laquelle les droits de l'homme occupent une place de tout premier ordre.

Active, notre politique étrangère se fonde sur la conviction qu'existe un lien entre sécurité, développement et droit de l'homme. Ce lien apparaît plus clairement que jamais dans le contexte de la mondialisation. Pauvreté, exactions, conflits, violences et terreur se renforcent mutuellement. Seul le triomphe de la paix sur la guerre, de la démocratie sur la dictature, du développement sur la pauvreté, du respect des droits de l'homme sur l'anarchie, du dialogue sur la confrontation, sera capable de renforcer la sécurité internationale et le développement, et le nôtre par voie de conséquence. Ce lien, la Suède continuera d'y être fidèle dans la poursuite de sa politique étrangère.

Je vous remercie de votre attention !